

Non, il ne s'agit pas des "banlieues", mais de la chaleur sur le globe : "**Le Monde**" nous apprend, dans son édition électronique du 25 janvier, que "**2005 a été l'année la plus chaude depuis plus d'un siècle**", alors que 2002, 2003 et 2004 ont, elles aussi, été plus chaudes que les années des décennies précédentes.

D'après les scientifiques, ce réchauffement serait lié aux émissions de gaz à effet de serre, donc aux activités humaines, en particulier industrielles mais aussi commerciales et domestiques. Ce constat n'est pas vraiment rassurant, mais cela ne semble guère émouvoir les opinions publiques, ni certains Etats comme les Etats-Unis, l'Inde ou la Chine, considérés comme les plus gros pollueurs de la planète.

Alors, que faire ? Sans doute faudrait-il déjà, en France, donner l'exemple d'une véritable politique écologique visant à la réduction des gaz à effet de serre, **par une mise en valeur des énergies renouvelables et de la recherche en ce domaine** : l'un des grands projets de la France pourrait être de remplacer en dix ans tout, ou presque, le parc des transports routiers (camions, autobus et voitures) fonctionnant aujourd'hui au pétrole par des véhicules hybrides (électrique-essence) ou utilisant d'autres sources d'énergie (gaz; biocarburants, etc.). Un autre grand projet pourrait être le **développement du ferroutage et du transport combiné en France**, dans des délais relativement courts, ce qui aurait l'avantage de repenser et de réactiver l'Aménagement du territoire. D'autre part, **de multiples pistes énergétiques restent à "creuser"**, ne serait-ce que celles des courants marins, par exemple (une piste actuellement étudiée par nos voisins britanniques). Sans négliger les **nécessaires changements dans les modes de consommation** des populations...

Encore faudrait-il que la volonté politique de l'Etat soit claire et que les grands discours sur ce thème soient suivis, non plus d'effets d'annonce, mais de véritables effets et efforts. Il n'est pas certain qu'une République qui ne pense qu'aux "prochaines élections" et au moyen de conquérir ou de conserver la magistrature suprême, objet de toutes les convoitises, soit la mieux placée, institutionnellement parlant, pour engager cette nécessaire politique "**écologai**
nnable" ...